



Immigration :

IL FAUT QUE LE GOUVERNEMENT CHANGE D'ATTITUDE

Voilà 28 jours, ce lundi 15 novembre, que 20 travailleurs immigrés sans papiers (Sénégalais et Maliens) sont en grève de la faim, à Paris. C'est aussi la troisième manifestation, cette fois en direction de Matignon, pour soutenir les revendications qui les ont conduits à cette forme d'action ; une forme d'action à laquelle les travailleurs immigrés ont trop souvent été réduits par la façon qu'a notre pays de se « soucier » de leurs conditions d'existence, de leur dignité. Cette action n'est pas isolée : ainsi 19 d'entre eux, en majorité Tunisiens ceux-là, se sont engagés sur la même voie, depuis le 4 novembre, à Nice.

C'est le recours pour ces travailleurs face à la décision du gouvernement de mettre un terme définitif à l'opération de régularisation qu'il avait lancée l'an dernier, décision dont un effet est que les autorisations provisoires de séjour délivrées à ceux ayant déposé leur demande de régularisation, ne sont plus valables depuis fin octobre. Pour les 20 000 qui n'ont pas vu leur demande suivie d'effet et n'ont pas reçu la carte de séjour, c'est maintenant la perspective de l'expulsion, que leur a d'ailleurs fermement promise le secrétaire d'État à l'Immigration tout récemment à la télévision. Or, à regarder les choses de près, rien pourtant ne les distingue de ceux qui ont obtenu la fameuse carte.

La solution, à laquelle d'ailleurs appellent tous ceux qui s'occupent de près de ces problèmes, des associations d'immigrés au MRAP, c'est de régulariser leur situation et de prolonger la validité des autorisations provisoires un délai suffisant pour opérer cette régularisation. Que faudra-t-il pour que le gouvernement se rende à cette solution de simple justice qui, sans tout régler, loin de là, ferait avancer les choses dans le bon sens ? Force est de reconnaître que les partis de la majorité semblent bien peu se préoccuper de telles questions. Quant au gouvernement, on peut s'interroger sur son état d'esprit actuel face aux problèmes de l'immigration, lorsqu'on voit qu'aux frontières se multiplient les refoulements, y compris lorsqu'il s'agit de regroupement familial, ou lorsqu'on voit (pire encore) la décision d'exiger des visas notamment aux ressortissants maghrébins, déjà plus que discutables en elle-même, justifiée par la lutte contre le terrorisme !

Ce n'est certes pas aller à contre-courant de la propagande dont la droite était et reste la championne, et qui, cultivée en profondeur depuis des années, nourrit les attitudes criminelles dont le jeune Abdendi Guemiah fut récemment victime à Nanterre, après tant d'autres ces dernières années à Marseille, Bondy, Ajaccio, Strasbourg ou ailleurs.

Certes la marque du passé — et du présent — impérialiste de notre pays est profonde. Mais cela changera d'autant moins que manquera la volonté politique de le faire changer, ce qui semble bien être le cas aujourd'hui. Ni les travailleurs immigrés, ni les travailleurs français n'y gagneront.

Gilles CARPENTIER

LE PATRONAT ET L'UNEDIC : TOUJOURS PLUS !

Le CNPF et la Confédération des PME viennent de dénoncer la convention de l'UNEDIC sous prétexte que l'allègement des charges annoncé par Pierre Mauroy la semaine dernière en compensation de l'augmentation des cotisations n'était qu'une « promesse ». Ils veulent obtenir une réduction importante des prestations versées aux chômeurs.

Déjà plus de 500 000 chômeurs ne bénéficient d'aucune indemnité. Le patronat exige maintenant près de 20 milliards d'économie pour 1983, soit une diminution de plus de 20% des prestations versées par l'UNEDIC. Il s'en prend aux conditions de vie de ceux qu'il a mis lui-même au chômage.

Après la compensation totale par le gouvernement de l'augmentation de ses cotisations, après les nombreuses mesures prises par le gouvernement ces dernières semaines en faveur des entreprises (augmentation des aides et subventions, diminution des impôts), alors que le budget 83 prévoit l'augmentation des profits cette année et l'année prochaine, le patronat exige toujours plus.

Pénurie de logements sociaux à Paris :

CHIRAC RESPONSABLE

Jacques Chirac vient de « jeter un cri d'alarme devant la dégradation dangereuse de la situation du logement à Paris », situation qui se caractérise par l'existence d'une liste de 65 000 demandeurs de logements sociaux à Paris. Il a mis en cause la loi Quilliot qui enlève aux propriétaires une partie de leurs prérogatives.

Mais il s'est bien gardé de parler de sa propre responsabilité, qui est écrasante. D'abord la pénurie ne date pas de la loi Quilliot, elle existait déjà en 1977 quand Chirac a été élu maire. Alors qu'il avait promis depuis qu'il est maire de construire 5 000 logements sociaux par an, les mises en chantier ont régulièrement diminué : 3 080 en 1978, 2 591 en 1979, 1 393 en 1980. Les crédits consacrés au logement social dans le budget municipal ne sont qu'en faible partie dépensés. La véritable priorité de Chirac en matière de logement a été au « logement intermédiaire » à 3 500 ou 4 000 F de loyer mensuel, ce qui a contribué à chasser toujours plus de Parisiens des couches populaires et de jeunes ménages de Paris.

AU SALON DE L'ALIMENTATION

François Mitterrand a visité lundi 15 le Salon de l'Alimentation. Il y a regretté l'importation des haricots pour le cassoulet. Pourquoi ne serions-nous pas favorables à une grande politique française de l'alimentation, nous aussi? Elle pourrait prendre par exemple comme base de nouveaux rapports avec le Tiers Monde... Quel marché n'est-ce pas?

Mais voyons l'orientation du ministère : « Renforcer la pénétration des produits alimentaires français sur "les marchés solvables" (CEE, Moyen-Orient, Amérique du Nord). Les aides gouvernementales seront sélectionnées sur certains produits et certains marchés en fonction de cette politique. » S'il y a du changement dans la politique alimentaire, il nous a échappé.

Par ailleurs, nous avons eu, au Salon, une excellente mise en relation entre nos actes et nos paroles sur les droits de l'homme. Sur les soixante pays représentés, nous avons vu la Turquie, Israël. Les voies du commerce sont impénétrables! Nous trouvons encore l'Afghanistan. Ben voyons! Et l'Afrique du Sud est aussi de la partie.

UNE DÉLÉGATION CGT EN CHINE

Depuis le 5 novembre, une délégation de la CGT, conduite par Pierre Gensous, secrétaire confédéral, effectue un séjour en République populaire de Chine à l'invitation de la Fédération des syndicats de Chine. Il s'agit de la première délégation de la CGT en Chine depuis le début des années 60. L'Agence Chine Nouvelle précise que « c'est dans une atmosphère cordiale et amicale que les deux parties ont échangé des informations sur la situation et les activités syndicales de leurs pays et exprimé le désir de rétablir et de développer les rapports d'amitié entre les deux syndicats ».

JOC : UN FESTIVAL DES JEUNES POUR L'EMPLOI

Le taux de chômage approche aujourd'hui de 9% en France. Mais il est supérieur à 12,5% pour les jeunes gens de 18 à 24 ans et à 22,5% pour les jeunes femmes du même âge. Ce sont les jeunes qui sont les premières victimes du chômage.

Lors de sa session nationale qui vient de se tenir à Guidel, la JOC vient de décider de tenir les 21 et 22 mai prochains à la Courneuve « un festival des jeunes pour l'emploi », pour que « les jeunes travailleurs soient davantage les acteurs de l'avenir ». Une telle initiative doit contribuer à l'organisation de la jeunesse pour son droit au travail.

HO CHI MINH REMANIE

Il existe une édition de 1960 des écrits d'Ho Chi Minh, nous attendions un deuxième tome pour les textes de 61 à 69. Qu'apprenons-nous? Le remplacement du tome de 60 par une « édition 80 » ramassant 30% des écrits d'avant 60 et 35% des écrits d'après 60. Cette sélection se révèle pourtant encore insuffisante aux yeux des dirigeants vietnamiens actuels, puisque des passages entiers y sont remaniés ou rayés. Le testament d'Ho Chi Minh lui-même ne sort pas intact de la censure vietnamienne.

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA CONTRACEPTION

Le Mouvement français pour le planning familial organise un colloque international sur la contraception, les 18 et 19 décembre prochains, partant des interrogations de 5 000 femmes ayant répondu à un questionnaire élaboré par le planning.

Restructuration de la chimie : 3 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS?

Le ministère de l'Industrie vient de rendre public le plan de restructuration de la chimie dont l'Etat contrôle, depuis les nationalisations, plus de la moitié : les activités de PCUK (Produits chimiques Uguine Kuhlmann) sont réparties entre les groupes Elf pour le chlore, le fluor, le brome, l'eau oxygénée; CDF-Chimie (Charbonnages de France) pour les polyesters, les plastiques et les encres; Rhône-Poulenc pour la pharmacie; et EMC (Entreprise minière et chimique) pour le chlorure et la javel.

C'est ainsi 14 000 travailleurs qui vont, du jour au lendemain, changer de patron, sans même que les administrateurs représentant les salariés de ces groupes nationalisés aient été consultés. Le plan de restructuration se contente pour l'instant de préciser les nouvelles frontières des groupes. Mais déjà, on parle de 3 000 suppressions d'emplois pour les prochains mois et le ministère de l'Industrie se contente de promettre des reconversions : « Les sociétés concernées s'efforceront de susciter des activités de reconversion permettant de compenser les pertes d'emplois qui interviendront sur certains sites. » Encore une fois, restructuration risque d'être synonyme de suppressions d'emplois.

BLOC-NOTES

• Le 9 novembre, Camille Granot et Alain Sentier, membres du Secrétariat politique du PCML, ont rencontré des responsables de la « Convention communiste » et ont eu un premier échange de vues sur la situation nationale et internationale avec eux.

• Le 10 novembre, Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML et Jean Quercy, membre du Bureau politique, ont rencontré Pierre Brana et Jacques Huntzinger, secrétaires nationaux du Parti socialiste, pour un échange de vues sur la situation internationale.

• A la suite de la mort de Léonid Brejnev, Pierre Bauby a envoyé, au nom du PCML, le communiqué suivant à la presse, le 11 novembre au matin : « De l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968 à l'invasion et à l'occupation de l'Afghanistan et du Cambodge, de la multiplication des menaces et pressions sur les autres pays, ceux du Pacte de Varsovie comme ceux du Tiers Monde, à la course effrénée aux armements, les dix-huit années de direction de Brejnev ont été marquées par le développement de l'offensive impérialiste de l'URSS, en rivalité avec l'autre superpuissance impérialiste, les USA, pour dominer le monde. »

« L'URSS et les USA sont responsables de l'aggravation de la situation internationale, des menaces croissantes sur la paix mondiale, des crises et affrontements dans tous les points du globe. Aucun anti-impérialiste conséquent ne regrettera Brejnev, même si sa disparition n'affecte en rien la politique de l'URSS et laisse subsister les menaces sur la paix mondiale. »

• Le 16 novembre, un communiqué de presse de Pierre Bauby a commenté l'attitude du patronat sur l'UNEDIC (cf. article au recto).

• Plusieurs réunions ont été organisées (ou vont l'être) par les militants du PCML qui ont séjourné en Chine cet été; déjà tenues, des réunions dans le Nord, en Seine-St-Denis, en Seine-et-Marne, à Orléans, etc.; le 4 décembre, une est prévue à Montpellier et d'autres dans le Nord. Les camarades montrent les diapos qu'ils ont rapportées. Une petite brochure sur leur voyage est disponible, intitulée « Une autre Chine » (5,00F).

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F